



Bureau de Développement des Télécommunications (BDT)

Quatrième réunion du Groupe Consultatif pour
le Développement des Télécommunications (GCDT)
Genève, 12-13 octobre 2000

Document TDAG-4/3-F(Add.1)
12 octobre 2000
Original: anglais

Note du Directeur, BDT

STRATEGIE D'UTILISATION D'INTERNET AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

LE COMMERCE ELECTRONIQUE AU SERVICE DES PAYS EN
DEVELOPPEMENT

Une activité du Bureau de développement de télécommunications (BDT)

Rapport d'activité – Octobre 2000. www.itu.int/ecdc

Lancée en mars 1998 à la CMDT98, l'initiative EC-DC croise plusieurs programmes destinés à fournir une assistance aux pays en développement et les moins avancés (de toutes les régions) dans la mise en œuvre du commerce électronique. Les activités de EC-DC sont la plupart du temps financées par des organismes publics et du secteur privé. Dans le cadre des **Chapitres I, II (Programmes 2 [2.3, 2.4, 2.5], 5, 6 [6.5]), et III du PAV, et PP98 Res. 70(a), 71 (29.3)** et avec le soutien de plusieurs importantes compagnies privées du secteur ICT et de plusieurs Administrations membres de l'UIT, EC-DC se concentre sur des rendements concrets basés sur ses quatre objectifs principaux :

1. Développement de l'infrastructure: coordonner l'établissement de l'infrastructure du commerce électronique.
2. Développement des ressources humaines: permettre le transfert des technologies du commerce électronique.
3. Politiques et stratégies: aborder les questions de politiques et stratégies en matière de commerce électronique.
4. Partenariat avec l'industrie: forger des partenariats neutres et non-exclusifs avec l'industrie.

Après le lancement réussi d'EC-DC, cette initiative s'étend maintenant à plus de 100 pays d'Afrique, d'Asie et du pacifique, des Amériques, des États arabes et de l'Europe et la CIS. L'accord de partenariat avec le World Trade Center (WTC) de Genève et World Internet Secure Key (WISeKey SA) a permis la création d'un centre EC-DC maintenant opérationnel au Vietnam. En juin 1999, EC-DC a reçu la récompense de projet innovateur dans le cadre du "Global Bangemann Projects Challenge" à Stockholm, Suède et a été cité dans le magazine TIME du juillet 2000 comme une activité à être observée. Dans le cadre des quatre objectifs, des activités ont été entreprises dans les domaines suivants:

Développement d'infrastructure: avec le WTC de Genève, WISeKey et plusieurs compagnies du secteur privé, des projets visant à établir des infrastructures de commerce électronique dans plus de 100 pays de par le monde sont en cours et planifiés pour être opérationnels d'ici la fin de l'année 2001 dans tous ces pays. En plus de ces 106 pays, d'autres projets sont en cours au Brésil (pour plus de 60.000 entreprises), au Cameroun, au Cap Vert, au Maroc, à Trinité-et-Tobago et au Venezuela.

Egalité des sexes: le BDT fournit une assistance technique et financière (100,000 CHF) à une association de femmes entrepreneurs africaines (ASAFE, 3.500 membres) représentant plusieurs pays. Avec le soutien financier du Gouvernement du Japon, ce projet vise à renforcer le rôle des femmes entrepreneurs en tant que participantes actives à l'économie digitale. D'autres activités comprennent un Cyberforum de femmes au Cameroun et un forum conjoint UIT/UNIFEM à l'ONU à New York, auquel participent des femmes de toutes les régions du monde.

Aide aux pays les moins avancés (PMA): Plus de 20 pays des 48 PMA de toutes les régions bénéficient de l'assistance technique fournie par le BDT et les partenaires industriels pour établir une infrastructure pour le commerce électronique dans ces pays. Le BDT a participé activement à divers ateliers et séminaires ayant pour objectif spécifique de soutenir les efforts des PMA dans le domaine du commerce électronique. Par exemple, le BDT aide l'agence de régulation du Nigeria à organiser un atelier sur le commerce électronique pour l'Afrinet2000 qui s'est tenu en septembre 2000. Un atelier à l'intention de la sous-région Asie (Vietnam, Lao Rdp et Cambodge) fut prévu en octobre 2000.

Développement des ressources humaines: dans le cadre du développement des ressources humaines, des ateliers de formation ont été organisés en Amérique latine, notamment au Chili, au Venezuela et au Brésil, ainsi qu'au Cameroun, au Mali, en Malaisie et aux Emirats arabes unis. Un atelier de formation pour des participants de 100 pays en développement, qui sera parrainé par des partenaires industriels est programmé pour le 27-29 novembre 2000 à l'UIT, Genève. Plus de 27 cours et séminaires traitant de ICT ont été organisés au Centre de formation et développement créé au Venezuela dans le cadre du protocole d'accord avec FUNDANDINA, Venezuela.

Politiques et stratégies: des présentations ont eu lieu en Afrique (Bamako 2000), en Asie (conférence de CTO en Malaisie), aux Etats-Unis (AFCOM99), en Amérique latine (ITU Telecom Americas 2000), au Moyen-Orient (Séminaire régional de développement de l'UIT, Egypte), à Genève (Conférence IRR), au Nigeria (Afrinet2000), au Sultanat d'Oman (Conférence AMS/CCI sur le commerce électronique) et ailleurs. Une conférence pour la région des Etats arabes est prévue en novembre 2000 aux Emirats arabes unis. D'autres manifestations traitant des questions de politiques et stratégies liées au commerce électronique sont prévues pour d'autres régions.

Partenariat et financement: des accords ont été signés avec FUNDANDINA au Venezuela, le WTC à Genève et WISeKey SA, à Genève également. A ce jour, les partenaires industriels ont apporté une contribution en nature supérieure à 7 millions de \$ EU au projet EC-DC. Une réunion du secteur privé, couronnée de succès s'est tenue le 15 juin 2000, dans le but d'accroître la participation du secteur privé aux activités EC-DC. Les solutions résultant de cette réunion ont été présentées le 14 septembre et 10 octobre 2000 à Genève. À la fin du mois d'octobre, ces solutions seront gracieusement offertes aux pays en développement et les moins avancés Membres de l'UIT.

Liste des pays: Aujourd'hui, le EC-DC a atteint les 106 pays suivants (Il y a un total de 205 organisations. Il s'agit des opérateurs de télécommunications, des ministres, des chambres de commerce, des fournisseurs d'accès à Internet, associations et fédérations de commerçants et institutions financières) d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, des Amériques, des États arabes et de l'Europe et la CIS.

RÉGIONS				
AFRIQUE	LES AMÉRIQUES	PAYS ARABE	ASIE & PACIFIQUE	EUROPE & CIS
Burkina Faso	Argentine	Autorité palestinienne	Australie	Bélarus
Burundi	Bahamas		Bangladesh	Bosnie-Herzégovine
Cameroun	Bolivie	Bahreïn	Bhoutan	Bulgarie
Cape Vert	Brésil	Égypte	Brunei Darussalam	Chypre
Rép. Centrafricaine	Canada	Émirats arabes unis	Cambodge	Croatie
Côte d'Ivoire	Chili	Jordanie	Chine (Rép. populaire de)	Espagne
Érythrée	Colombie	Liban	Corée	France
Éthiopie	Costa Rica	Maroc	Fidji	Géorgie
Gabonaise	Cuba	Qatar	Inde	Grèce
Ghana	Dominicaine (Rép.)	Syrie	Iran	Hongrie
Guinée	Dominica (État de)	Tunisie	Malaisie	Italie
Guinée-Bissau	États-Unis d'Amérique		Maldives	Malte
Malawi	Équateur		Mongolie	Monaco
Mali	Guatemala		Népal	Portugal
Maurice	Honduras		Nouvelle-Zélande	Rép. kirghize
Mauritanie	Jamaïque		Pakistan	Rép. slovaque
Mozambique	Mexique		Philippines	Rép. tchèque
Namibie	Panama		Samoa	Roumanie
Niger	Pérou		Singapore	Russie
Nigeria	Saint-Vincent et Grenadines		Sri Lanka	Slovénie
Rép. Sud-africaine	Sainte-Lucie		Thaïlande	Suisse
Sénégal	Trinité-et-Tobago		Vanuatu	Turquie
Seychelles	Uruguay		Vietnam	Ukraine
Tanzanie	Venezuela			
Ouganda				
Zimbabwe				